

ARRETE du 4 février 2009

Arrêté fixant pour l'année scolaire 2008-2009 le montant de la contribution de l'Etat aux dépenses de fonctionnement des classes des établissements du second degré privés placées sous contrat d'association

Le ministre de l'éducation nationale et le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique,

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L.213-2-1, L. 214-6-1, L. 442-9 et R.442-14 ;

ARRETENT

Article 1^{er}

Sous réserve des dispositions des articles 2 et 3 du présent arrêté, les taux de la contribution annuelle de l'Etat aux dépenses de fonctionnement (part personnel) des classes des établissements du second degré privés placées sous contrat d'association sont fixés, pour l'année scolaire 2008-2009, conformément au tableau ci-après :

CATEGORIES		TAUX PAR ELEVE (en euros)
<i>Collèges</i>		
C 1	Pour les 80 premiers élèves.....	725,29
C 1 Bis	A partir du 81 ^e élève.....	400,99
C 2	4 ^e et 3 ^e de dispositifs aménagés ou d'insertion.....	471,30
C 3	Sections d'enseignement général et professionnel adapté.....	894,30
C 4	4 ^e et 3 ^e technologique, 3 ^e préparatoire à la voie professionnelle.....	572,25
C 5	Classes des établissements d'enseignement régional adapté.....	1 150,73
D 1	Classes des unités pédagogiques d'intégration.....	2 112,81
<i>Lycées d'enseignement général et technologique</i>		
D 1	Classes des unités pédagogiques d'intégration.....	2 112,81
G 1	Classes du second cycle.....	434,09
G 2	Classes préparatoires littéraires.....	491,45
G 3	Classes préparatoires scientifiques.....	548,82
T 1	Classes du secteur tertiaire.....	431,27
T 2	Classes du secteur industriel.....	541,75
T 3	Classes des secteurs : bâtiment, biologie, informatique, hôtellerie...	564,38
TS 1	Sections de techniciens supérieurs (secteur tertiaire).....	536,08
TS 2	Sections de techniciens supérieurs (secteur industriel).....	643,70
TS 3	Sections de techniciens supérieurs (secteurs : bâtiment, biologie,..... informatique, hôtellerie).....	652,29
<i>Lycées professionnels</i>		
C 2	4 ^e et 3 ^e de dispositifs aménagés ou d'insertion (*).....	471,30
C 3	Sections d'enseignement général et professionnel adapté.....	894,30
D 1	Classes des unités pédagogiques d'intégration.....	2 112,81
P 1	Classes du secteur tertiaire (*).....	547,03
P 2	Classes du secteur industriel (*).....	671,46
P 3	Classes des secteurs : bâtiment, biologie, informatique, hôtellerie (*)	719,37
(*) Y compris, dispositif d'initiation aux métiers en alternance (DIMA) (C 2) 3 ^{ème} générale avec module de découverte professionnelle (3 ^e DP 6H) (P1) 4 ^{ème} et 3 ^{ème} technologiques, 3 ^{ème} préparatoire à la voie professionnelle (P1, P2 ou P3)		

Article 2

Dans les collèges classés en zone d'éducation prioritaire, les taux de la contribution annuelle de l'Etat aux dépenses de fonctionnement (part personnel) des classes placées sous contrat d'association sont fixés conformément au tableau ci-après :

CATEGORIES		TAUX PAR ELEVE (en euros)
<i>Collèges (*)</i>		
C 1	Pour les 80 premiers élèves.....	839,30
C 1 Bis	A partir du 81 ^e élève	484,22
C 2	4 ^e et 3 ^e de dispositifs aménagés ou d'insertion.....	555,40
C 3	Sections d'enseignement général et professionnel adapté	1 024,42
C 4	4 ^e et 3 ^e technologique, 3 ^e préparatoire à la voie professionnelle....	636,79
C 5	Classes des établissements d'enseignement régional adapté.....	1 436,31

(*) Y compris les classes des collèges classés zone ambition réussite (arrêté du 2 octobre 2008).

Article 3

Les taux de la contribution annuelle de l'Etat aux dépenses de fonctionnement des classes placées sous contrat d'association de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon et du territoire de la Polynésie française pour l'année scolaire 2008-2009 et du territoire de la Nouvelle-Calédonie pour l'année 2009 sont fixés conformément au tableau ci-après :

... / ...

CATEGORIES (*)	TAUX PAR ELEVE (en euros)			
	Saint-Pierre et Miquelon	Polynésie Française	Nouvelle-Calédonie	
			(1)	(2)
C 1.....	2 283 ,09	1.922,40	1 906,91	2 126,31
C 1 bis.....	1 432,89	1 076,79	1 111,85	1 234,75
C 2.....	1 622,74	1 265,61	1 289,39	1 433,83
C 3.....	2 764,85	2 401,55	2 357,42	2 631,51
C 4.....	1 895,28	1 536,68	1 544,25	1 719,63
D 1.....	6 054,76	5 673,68	5 433,93	6 081,47
G 1.....	1 263,87	1 145,95	1 202,18	1 332,97
G 2.....	1 430,94	1 297,38	1 344,56	1 492,63
G 3.....	1 597,68	1 448,85	1 486,98	1 652,33
T 1.....	1 265,10	1 138,48	1 259,53	1 389,47
T 2.....	1 592,91	1 430,14	1 568,31	1 731,54
T 3.....	1 665,36	1 489,92	1 624,52	1 794,57
TS 1.....	1 573,51	1 415,18	1 519,69	1 681,20
TS 2.....	1 892,99	1 699,31	1 821,39	2 015,34
TS 3.....	1 958,16	1 751,66	1 870,61	2 070,53
P 1.....	2 027,87	1 536,66	1 633,90	1 809,28
P 2.....	2 061,19	1 886,26	2 112,17	2 327,45
P 3.....	2 207,31	2 020,82	2 238,69	2 469,32

(*) Dénommés à l'article 1^{er}

(1) Taux applicables pour les communes de Nouméa, Le Mont-Dore, Dumbéa et Païta.

(2) Taux applicables pour les autres communes de Nouvelle-Calédonie.

Article 4

Le directeur des affaires financières au ministère de l'éducation nationale, le directeur du budget et le directeur général de la comptabilité publique au ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République Française.

Fait à Paris, le

*Le ministre de l'éducation nationale,
Pour le Ministre de l'éducation nationale
et par délégation*

*Pour le Directeur des affaires financières
Le Chargé de la sous-direction
de l'enseignement privé
Frédéric BONNOT*

*Le ministre du budget, des comptes publics
et de la fonction publique,*

L'ingénieur des ponts et chaussées,

Rodolphe GINTZ